

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019



**OIDEL**



# INTRODUCTION

Avec grand plaisir, nous partageons avec vous ce rapport d'activités 2019, une année de changements, d'importants défis mais aussi d'une évolution positive dans la défense du droit à l'éducation.

Le Conseil des Droits de l'Homme aux Nations Unies s'est concentré sur la privatisation de l'éducation. OIDEL a apporté son soutien au travail de Mme Kombou Boli Barry, Rapporteuse Spéciale sur le droit à l'éducation, en essayant que la réglementation des acteurs non étatiques soit respectueuse avec la liberté d'enseignement.

Dans le cadre de notre mission au sein des Nations Unies, l'OIDEL a été en charge de la coordination de la Plateforme des ONG pour le Droit à l'Éducation et occupe toujours, la Vice-présidence du Comité des ONG avec statut consultative aux Nations Unies.

Notre action a également atteint l'UNESCO, institution des Nations Unies spécialisée en éducation. OIDEL a participé personnellement à la 9ème Réunion Mondiale de Consultation Collective des ONG (CCONG) sur l'Éducation 2030 et à la 40ème Conférence Générale de l'UNESCO. OIDEL a souligné non seulement l'importance d'avoir une approche holistique du droit à l'éducation mais aussi le rôle clé dans ce domaine que détiennent les écoles de la société civile dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable 2030.

L'action en Europe continue d'être l'un des principaux axes de notre activité. L'OIDEL, en collaboration avec le EMIE (European Meeting Independent Education) et ECNAIS (European Council of National Associations of Independent Schools), a organisé un événement avec des parlementaires européens de différentes affiliations politiques, réclamant la liberté d'enseignement pour la modernisation de l'éducation en Europe.

Finalement, parallèlement à nos activités, en 2019, nous avons repris la réalisation de formations. A ce titre, nous avons signé des conventions de collaboration avec l'Université de la Rioja et quatre formations présentielle ont eu lieu à Genève.

Je souhaite finaliser cette introduction en faisant référence à l'équipe qui, en 2019, nous a permis de réaliser notre activité. Premièrement nous souhaitons remercier Claire de Lavernette pour son travail au sein des Nations Unies en sa qualité de représentante de l'OIDEL et de coordinatrice des différentes plateformes des ONG. De plus, nous souhaitons remercier Claudia Neury, qui après 20 ans a quitté l'OIDEL. Nous apprécions sincèrement son professionnalisme et son dévouement à l'OIDEL pendant qu'Alfred était parmi nous. Ont rejoint l'équipe de l'OIDEL, Noémie Goust comme responsable administrative et Isabel Marquez de Prado comme responsable formations. Nous continuons également à compter avec l'incalculable collaboration de Eva Perez en matière de communication et de Ignasi Grau qui a été ratifié comme Directeur Général de l'OIDEL suite à la dernière Assemblée Générale intervenue à Paris.

En vous souhaitant une bonne lecture de notre rapport d'activité.



Diego Barroso  
Président de l' OIDEL

# ACTION EN NATIONS UNIES



# DIALOGUE INTERACTIF AVEC LA RAPPORTEUSE SPECIALE SUR LE DROIT A L'ÉDUCATION

Lors du Dialogue Interactif sur le Droit à l'Éducation qui a eu lieu à Genève, dans le cadre du 41<sup>ème</sup> Conseil des Droits de l'Homme (CDH), en date du 26 et 27 juin 2019, la Rapporteuse Spéciale, le Dr. Koumbou Boly Barry, a présenté son rapport. Ce rapport avait comme sujet le droit à l'éducation et la croissante participation des acteurs privés dans ce domaine.

En raison des différentes possibles interprétations que pouvaient faire les États de ce texte, notamment concernant la forme de financement des écoles non gouvernementales, son contenu a inquiété l'OIDEL. Nous avons exposé en privé nos préoccupations à la Rapporteuse Spéciale lors d'une réunion organisée par nos soins. Cette réunion, intervenue lors du dialogue interactif avec les états, nous a permis de clarifier certains des points les plus problématiques de ce rapport. Préalablement, pour la rédaction de ce rapport, l'OIDEL avait envoyé plusieurs contributions écrites.



Mme. Bouly Barry avec Ignasi Grau le 26 Juin à Genève.

Au cours du débat, le Rapporteuse Spéciale a fait une brève introduction rappelant l'obligation des états de garantir une éducation publique, gratuite et de qualité. Cette obligation est prévue dans l'Objectif 4 de l'Agenda 2030. De plus, Mme Boly Barry a fait part de sa préoccupation sur la croissance des acteurs privés dans le secteur de l'éducation.

À cet égard, la Rapporteuse Spéciale a souligné le besoin de la mise en place par les états d'un cadre venant règlementer l'activité des acteurs privés et a insisté sur le fait que lesdites recommandations sont basées sur les Principes d'Abidjan. Néanmoins, malgré l'insistance de la Rapporteuse Spéciale sur le financement de l'enseignement public, elle a rappelé que cette obligation ne peut pas être exécutée au détriment du droit des parents de choisir l'éducation de leurs enfants. L'état doit donc respecter cette liberté de choix des parents et garantir le droit de créer de nouvelles écoles non gouvernementales par la société civile. La Rapporteuse a souligné l'importance de cette liberté, afin de garantir les croyances religieuses, pédagogiques et philosophiques des parents. Le Dr. Boly Barry a précisé que les acteurs privés peuvent proposer des méthodes éducatives alternatives, mais

dans un cadre réglementé par l'état, afin de ne pas augmenter les inégalités.

Au cours de ce débat, l'OIDEL a remercié la Rapporteuse Spéciale pour son travail mais lui a demandé, néanmoins, de clarifier certains points polémiques. Ainsi, l'OIDEL a insisté sur l'importance des écoles non gouvernementales afin de garantir un système éducatif pluriel qui reflète la diversité culturelle et les minorités. En effet, certaines parties du rapport pourraient être interprétées d'une manière malveillante, avec comme conséquence la limitation du droit à l'éducation et de la liberté d'enseignement.

Ce débat s'est conclu avec une dernière intervention de la Rapporteuse Spéciale. Elle a reconnu l'importance du rôle des écoles non gouvernementales à but non lucratif, notamment dans les endroits où l'état n'a aucun moyen de garantir le droit à l'éducation. En particulier, le Dr. Boly Barry a salué les stratégies menées par des pays tels que la France avec son école sous-contrat, similaire aux conciertos espagnols.

Il est important de mentionner la dernière intervention de la Rapporteuse Spéciale lors de la finalisation du débat. A cet égard, le Dr. Boly Barry a indiqué que, lorsqu'elle a évoqué le fait que des acteurs privés pouvaient présenter un risque pour le droit à l'éducation, elle faisait uniquement référence aux écoles à but lucratif et non aux écoles issues de la société civile, telles que les écoles religieuses. La Rapporteuse Spéciale a également souligné que dans le contexte de l'éducation et pour sa pleine réalisation, il est nécessaire que la société civile puisse compter sur un soutien et une collaboration de la part de l'état.

## EVENEMENT PARALLELE SUR LE DROIT A L'ÉDUCATION : VERS UN ENGAGEMENT RENOUVELÉ EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION.



En date du 19 novembre 2019, l'OIDEL, en collaboration avec la Mission permanente du Saint-Siège, la Mission permanente de l'Ordre de Malte, la Fondation Caritas in Veritate, l'Office International de l'Éducation Catholique et le Bureau International Catholique de l'Enfance a organisé un événement pour fêter le 30ème anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant aux Nations Unies. De plus, les missions permanentes du Liban, de la Pologne, des Philippines et de Zambie ont parrainé cet événement.

Cet événement avait pour thème : «Le droit à l'éducation : vers un engagement renouvelé pour l'éducation». L'événement a permis de présenter le document "Education as a Driver to Integral Growth and Peace" dont la rédaction a compté avec la participation active de l'OIDEL. Les experts qui ont participé à cet événement étaient le Cardinal Giuseppe Versaldi, Préfet de la Congrégation pour l'Éducation Catholique, Benyam Dawit Mezmur, membre du Comité des Droits de l'Enfant, Chantal Paisant du BICE, Jan de Groof, professeur au Collège d'Europe et Inès de Franclieu, fondatrice de l'association «Com je t'aime». Suite à l'intervention des experts, l'OIDEL, représenté par Mme Claire de Lavernette et M. Ignasi Grau, a exposé son travail.



M. Archevêque Ivan Jurkovic



Mme. Chantal Paisan



Mme. Claire de Lavernette



M. Benyam Dawit Mezmur



Mme. Inès de Franclieu, M. Jan De Groof



Mme. Amparo Alonso, directrice Caritas International

## UNESCO

### 9ÈME REUNION MONDIAL DE LA CCONG - ÉDUCATION 2030 - TUNISIE

Du 2 au 4 décembre 2019, l'OIDEL a participé à la 9ème réunion mondiale de la CCONG - Éducation 2030, qui s'est tenue à Hammamet (Tunisie), intitulée « Éduquer pour un avenir inclusif et durable ».

Cette réunion a été organisée par l'UNESCO et s'est déroulée lors de la finalisation du premier cycle des Objectifs de Développement Durable (ODD). La réunion a permis, notamment, de discuter sur différents sujets, tel que l'état de la société civile suite à la dernière réunion du CCONG, les activités menées, les principaux défis rencontrés, les progrès réalisés, les opportunités identifiées et les voies à suivre.

Plusieurs participants de haut niveau ont assisté à cette réunion, notamment le Ministre Tunisien de l'Éducation, M. Hatem Ben Salem, ainsi que la Sous-directrice Générale pour l'éducation de l'UNESCO, Mme Stefania Giannini.

En raison des échanges avec les différentes ONG cette réunion s'est avérée particulièrement intéressante pour l'OIDEL. De plus, l'OIDEL est intervenue à plusieurs reprises pour, notamment, signaler l'importance du rôle des écoles provenant de la société civile dans l'accomplissement des ODD. À cet égard, l'OIDEL a souligné l'importance du financement public et de la clarification du cadre légal de participation, afin de garantir que la prestation de l'éducation par la société civile se réalise conformément à une approche fondée sur les droits de l'homme.

### 40ème CONFÉRENCE GÉNÉRALE de l'UNESCO - PARIS

Du 3 au 18 novembre 2019, a eu lieu la 40ème Conférence Générale de l'UNESCO au cours de laquelle se définissent les activités et priorités de l'organisation. Cette réunion se tient tous les deux ans au siège social de l'UNESCO, situé à Paris.

L'OIDEL, représenté par M. Bertrand Doncieux (photo ci-après), membre du Comité Exécutif, a participé dans le débat concernant les politiques publiques. M. Doncieux a rappelé l'importance du rôle que joue le secteur non étatique, notamment les parents et la société civile, dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable.



# CONTRIBUTIONS AUX RÉUNIONS DES NATIONS UNIES

## DÉCLARATIONS ORALES ET ÉCRITES

En 2019, l'OIDEL a été présente pendant les différentes séances du Conseil des Droits de l'Homme. L'OIDEL a réalisé lors du Conseil des Droits de l'Homme cinq déclarations orales et une autre, lors du Forum Social. De plus, l'OIDEL a effectué deux déclarations écrites lors du Conseil des Droits de l'Homme et une autre lors de l'Examen Périodique Universel de la Suède pour dénoncer le débat sur la fermeture des écoles religieuses dans ce pays.

## COORDINATION DE PLATEFORMES

Au cours de 2019, l'OIDEL a été également très active dans la Plateforme des ONG pour le droit à l'éducation. Cette Plateforme compte avec plus de 20 ONG et sa coordination est assurée par l'OIDEL. C'est une Plateforme qui sert à soutenir le travail de la Rapporteuse Spéciale.

De plus, l'OIDEL a été active au sein du Groupe de travail sur l'éducation et la formation aux Droits de l'Homme et a continué, à travers Claire de Lavernette, d'assumer sa charge de vice-président du Comité ONG des Droits de l'Homme.



Ignasi Grau



Claudia Gonçalves



# ACTION EN EUROPE



# LE ROLE DES ÉCOLES NON GOUVERNAMENTALES POUR LA MODERNISATION DE L'ÉDUCATION EN EUROPE



Le 5 février 2019, l'OIDEL a organisé un événement au sein du Parlement Européen en collaboration avec ECNAIS, EMIE (European Meeting of Independent Education) et l'eurodéputé Remo Sernagiotto afin de revendiquer la liberté d'enseignement. L'événement s'intitulait « la liberté d'enseignement, un pilier pour la modernisation de l'éducation en Europe ».

Parmi les députés qui ont participé à cet événement figuraient M. Remo Sernagiotto et Innocenzo Leotini du groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), M. Nuno Melo du Parti populaire européen (PPE) et M. Luigi Morgano et Mme Silvia Costa du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D). De plus, Mme Susanne Conze, Directrice Générale de l'Éducation et de la Culture a participé à cet événement au nom de la Commission Européenne. Finalement, trois présentations (dont une de l'OIDEL) ont été réalisées par des membres de la société civile. Les membres de la société civile qui ont participé à cet événement étaient M. Georg Jürgens (ECSWE), M. Rodrigo Melo (ECNAIS) et M. Ignasi Grau (OIDEL). L'OIDEL en a profité pour présenter quelques résultats adaptés au contexte de l'Union Européenne, de l'Indice de la Liberté d'Enseignement 2018. C'était intéressant pour les eurodéputés de constater que la liberté d'enseignement a un effet positif dans la construction de démocraties fortes et comme pierre angulaire des libertés individuelles.

En 2019, il y a eu les élections européennes qui ont provoqué une entrée et une sortie importante des membres du Parlement Européen. Ainsi, l'une des activités de l'OIDEL pendant le deuxième semestre de l'année 2019 a été de créer des liens avec les nouveaux membres du Comité d'Éducation et Culture.

CONGRÈS  
MUNDIAL  
OIEC  
8 JUIN 2019



# ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS POUR OIDEL

SYMPOSIUM INTERNATIONAL A PARIS « L'ÉDUCATION COMME DROIT CULTUREL »



Séance d'inauguration: I. Grau, L. Ribolzi, D. Barroso, G.Haddad, C. Glenn et Armel Pécheul

Le 9 mai 2019, l'OIDEL a organisé un symposium à Paris, à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne intitulé « L'éducation comme droit culturel ».

Pour l'OIDEL, en raison de la pluralité existante dans notre société, l'approche culturelle du droit à l'éducation est l'un des grands défis pour la complète réalisation de ce dernier. Afin de réfléchir à cette question, l'OIDEL a invité un groupe d'experts sur le sujet à deux tables rondes.



M. Georges Haddad

La première table ronde était présidée par le Président de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, M. Georges Haddad, qui a profité de son intervention pour faire un hommage à l'ancien directeur de l'OIDEL, M. Alfred Fernández. Cette table avait plusieurs intervenants de premier ordre, notamment M. Kishore Singh, ancien Rapporteur Spécial pour le droit à l'éducation au sein des Nations Unies ; M. Sobhi Tawil, chef du département de

Recherche en matière d'éducation et prévision au sein de l'UNESCO ; M, Emmanuel Decaux, professeur de l'Université de Paris II Panthéon-Assas ; et Mme Dubourg-Lavroff, Inspectrice Générale de l'Administration de l'éducation nationale et de la recherche française (IGAENR).



M. Emmanuel Decaux, M. Kishore Singh et Mme. Dubourg-Lavroff

La deuxième table ronde dont le modérateur était le Président de l'OIDEL, M. Diego Barroso, a rassemblé les intervenants suivants : M. Charles Glenn, professeur et ancien doyen de la Faculté d'Éducation de l'Université de Boston ; Mme Luisa Ribolzi, professeur émérite de l'Université de Genova, et M. Armel Pécheul professeur agrégé en droit public, recteur de l'Académie à l'Université d'Angers et président de l'Enseignement et la Liberté. M. Ignasi Grau a clôturé ce Symposium.

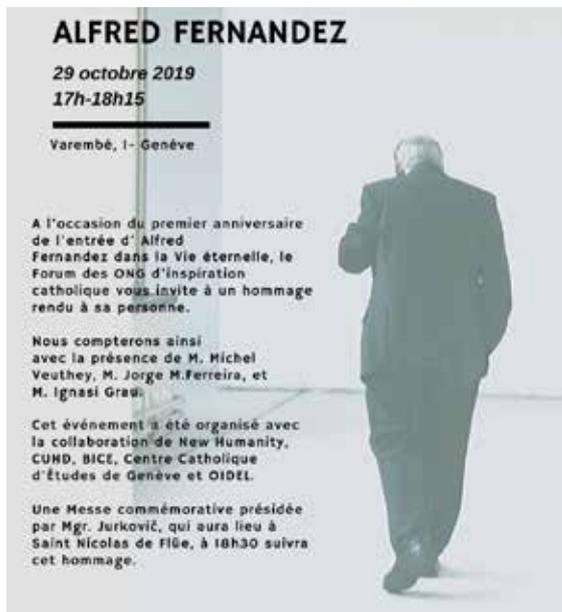
Suite à ce Symposium, nous avons réalisé un livre avec les différentes interventions, disponible gratuitement sur notre site internet.



M. Charles Glenn et M. Armel Pécheul



## HOMMAGE A ALFRED FERNANDEZ



Un événement pour se souvenir de l'anniversaire de la mort de notre ancien directeur, Alfred Fernandez.

Le 29 octobre, a eu lieu près des Nations Unies, un événement co-organisé par l'OIDEL, le CUHD (Collège Universitaire Henry Dunand), le New Humanity et le Forum des ONG d'Inspiration Catholique. Trois interventions principales ont été faites par M. Georges Ferreira, représentant de New humanity auprès des Nations Unies; par M. Michel Veuthey, Président du CUHD, et M. Ignasi Grau, Directeur de l'OIDEL.

Suite à ces interventions plusieurs personnes du public ont pris la parole pour rappeler leur travail conjoint avec M. Fernandez et de l'héritage qu'il laisse derrière lui.

## ÉVÈNEMENTS AUXQUELES OIDEL A PARTICIPÉ ACTIVEMENT

### 7TH INTERNATIONAL SCHOOL CHOICE AND REFORM CONFERENCE : LISBOA

Du 12 au 15 janvier, l'OIDEL a participé à la 7ème "International School Choice and Reform Conference" (ISCRC). Cette conférence a été parrainée par EdChoice et a eu lieu à Lisbonne (Portugal). Cette conférence annuelle est une excellente occasion pour l'OIDEL, car elle nous permet de rencontrer des chercheurs du monde entier et de partager les recherches, telles que l'Indice de la Liberté d'Enseignement.

Au sens large, l'ISCRC est un forum qui comprend de multiples perspectives et approches. On y retrouve des chercheurs qui sont contraires à la liberté d'enseignement et des chercheurs partisans de multiples et diverses méthodes pour mettre en œuvre la liberté d'enseignement. Cette diversité d'acteurs permet aux chercheurs et aux autres acteurs du monde de l'éducation de clarifier la meilleure façon de mettre en œuvre des politiques avec une approche liberté.



Au cours de ce congrès, l'OIDEL a organisé un symposium pour présenter l'Indice de la Liberté d'Enseignement. Le modérateur était M. Jan de Groof, fondateur et président de l'association Education Law and Policy (ELA).

La présentation de l'indice de la Liberté d'Enseignement a été réalisée par le directeur de l'OIDEL, M. Ignasi Grau. Suite à cette présentation, M. Mike Donnelly, de HSLDA, a fait un bref exposé sur la situation mondiale de l'enseignement à domicile (Home schooling) et Maria Smirnova, de l'Université de Manchester, a fait un commentaire critique et constructif sur ledit Indice.

## CONGRES INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE A NEW YORK



Le Congrès Mondial de l'Enseignement Catholique s'est déroulé du 5 au 8 juin à L'Université de Fordham, à New York.

L'évènement a commencé avec une messe à la Cathédrale de Saint Patrick.

Pendant ce congrès, l'OIDEL a organisée un LAB (Fabrication Laboratory) pour expliquer l'importance de la présence d'organisations comme l'OIEC (l'Organisation Internationale de l'Enseignement Catholique) ou l'OIDEL, auprès des organismes internationaux tels que les Nations Unies ou l'UNESCO. De plus, Ignasi Grau, Directeur Général de l'OIDEL, a eu plusieurs réunions avec différents représentants de l'enseignement catholique afin d'écouter leurs problèmes nationaux et voir comment les aider depuis Genève.

Cet évènement c'est clôturé, le 8 juin, aux Nations Unies de New York. La séance a été présidée par Monseigneur Bernadito Auza, Nonce du Saint Siège auprès des Nations Unies, Monseigneur Zani, Secrétaire de la Congrégation pour l'Enseignement Catholique et par M. Philippe Richard, Secrétaire Général de l'OIEC.

Le Congrès a eu un véritable succès. Presque un milliard de personnes, représentant plus de 200.000 écoles catholiques présentes dans plus de 100 pays, ont assisté à cet événement. Lors de la clôture de cet événement, le Secrétaire de l'OIEC a dédié quelques mots attentionnés à l'OIDEL afin de la remercier pour son travail .

## SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LES DROITS DE L'HOMME AU MEXIQUE

Le 24 juillet dernier, au Jardin Borda à Cuernavaca, capitale de l'état mexicain Morelos, a eu lieu le Séminaire International sur les Droits de l'Homme. Le Séminaire organisé par la Commission Mexicaine des Droits de l'Homme (CMDH) a commencé avec l'introduction faite par M. José Abel Flores, Président de la CMDH, et le Dr. Tarcisio Navarrete Montes de Oca, Président de la Section Morelos du CMDH et ancien ambassadeur du Mexique en Grèce.

M. Ignasi Grau, directeur de l'OIDEL, a fait un exposé sur la situation globale concernant les droits de l'homme, en mettant particulièrement l'accent sur la situation du droit à l'éducation et les actions de l'OIDEL dans ce domaine. M. Grau a soulevé les possibilités et la nécessité pour la société civile mexicaine d'être plus présente dans les organisations internationales. Également, les différents défis liés aux Objectifs de Développement Durable dans lesquels la société civile mexicaine pourrait jouer un rôle important, notamment dans le domaine de l'éducation, ont été abordés.

Le Dr Erika Flores de l'Institut de Recherche Juridique de l'UNAM a fait une présentation particulièrement intéressante sur les droits culturels et la dimension culturelle du droit à l'éducation. De plus, le professeur et chercheur de l'UNAM, M. Alejandro Carlos Espinosa a également parlé de l'éducation en droits de l'homme et du rôle important de celle-ci dans la protection des défenseurs des droits de l'homme.

L'OIDEL a profité de cette réunion à Cuernavaca pour mettre à jour les nouveautés existantes en matière d'éducation au Mexique, pour mieux connaître la Commission Mexicaine des Droits de l'Homme et travailler sur la possibilité de réaliser des nouveaux projets. Cet événement a été suivi de manière importante par la presse et par plus de 200 personnes.



## FORUM DE ROME

En novembre dernier, Claire de Lavernette et Ignasi Grau, comme représentants de l'OIDEL, ont participé au Forum International des ONG d'inspiration catholique qui s'est tenu à Rome. Ce Forum rassemble différentes ONG présentes et actives auprès des organisations internationales.

Pendant la durée de cette réunion, plusieurs sujets d'intérêt ont été abordés, notamment éducation, jeunesse, développement, famille, santé, droits de l'homme et migration. L'une des séances a été animée par l'OIDEL et dans une autre l'OIDEL a expliqué les bonnes pratiques de plaidoyer au sein des Nations Unies.

Pour l'OIDEL, ce Forum a été une excellente occasion de renforcer ses relations avec les différents acteurs du monde de l'éducation, notamment avec les responsables de l'enseignement catholique.



Photo de famille avec tous les participants au Forum, avec la présence de Sa Sainteté le Pape François

## IGNASI GRAU : NOUVEAU DIRECTEUR DE L'OIDEL



Après le décès de M. Alfred Fernandez, l'OIDEL, lors de la dernière Assemblée Générale tenue le 10 mai 2019 à l'Université de Paris I Panthéon- Sorbonne, a désigné Ignasi Grau comme nouveau directeur général.

Ignasi Grau a une maîtrise en droit de l'Université de Pompeu Fabra et une maîtrise en administration et direction d'entreprises par l'Université Oberta de Catalogne. De plus il a un master en Théorie Politique par l'Université de Genève.

Pendant les cinq dernières années Ignasi Grau a travaillé à l'OIDEL avec différentes responsabilités.



Cette même année, Claudia Neury, l'un des piliers de notre organisation pendant plus de 20 ans, a quitté l'OIDEL. Son professionnalisme et dévouement ont été constants pendant les années de travail d'Alfred au sein de l'OIDEL.

# FORMATIONS





L'un des principaux objectifs de l'OIDEL en 2019 était celui de commencer à réaliser des formations afin de faire connaître directement le système des Nations Unies, moyennant une approche « droits de l'homme ».

Ces formations s'adressent aux professionnels de l'administration publique, membres des ONG et étudiants et professeurs universitaires. Ce public est clé dans le développement et le progrès des sociétés et est également déterminant lors de la médiation et la résolution de situations de conflit et de vulnérabilité.

Le principal objectif de ces formations est de fournir les outils nécessaires aux parties concernées pour établir des politiques fondées sur les droits de l'homme et leur protection.

Les séances présentiels ont lieu à Genève (Suisse) de manière parallèle aux réunions internationales sur la protection des droits de l'homme qui se tiennent au Palais des Nations.

Au cours de cette première année, nous avons réalisé avec succès quatre formations.

## COURS D'ÉTÉ DE L'UNIVERSITÉ DE LA RIOJA . DU 15 AU 19 JUILLET 2019

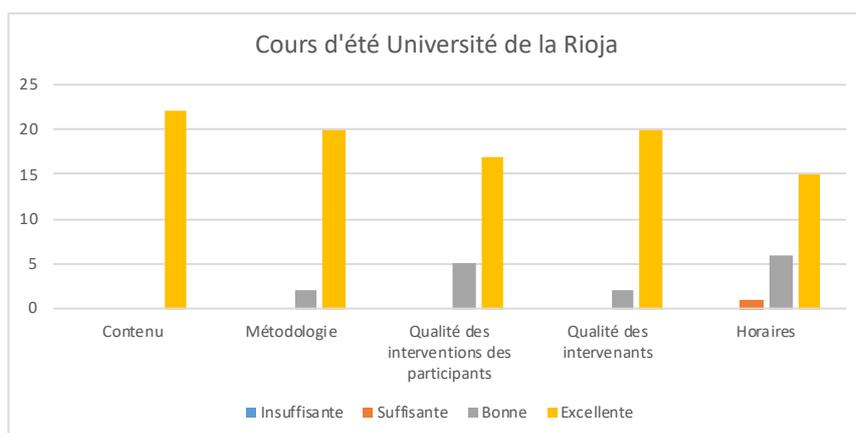
Formation d'été intitulée : **“Droits et progrès pour tous les enfants dans le cadre des ODD : un agenda universel, un défi universel”**. Programme organisé avec l'Université de la Rioja en collaboration avec la Chaire UNESCO « Citoyenneté, démocratie et liberté culturelle » .

Cette formation a compté avec un total de 36 participants, 24 élèves de l'Université de la Rioja (Espagne) et 12 de l'Université de La Sabana (Colombie).

Lieu de réalisation de la formation : Centre d'accueil de la Genève Internationale (CAGI)

La thématique du Cours a été choisie en raison du 30ème anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Enfant. La plupart des présentations étaient consacrées à l'enfant en tant qu'ayant droit. Étant donné que les participants ont assisté à la réunion du Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW), le Cours c'est concentré particulièrement sur les filles pour aborder les questions concernant le genre. Lors du suivi de la réunion Mécanisme des Peuples Autochtones, a été abordé également la «fille-femme», en raison de sa vulnérabilité.

Valorisation de cette formation par les participants :



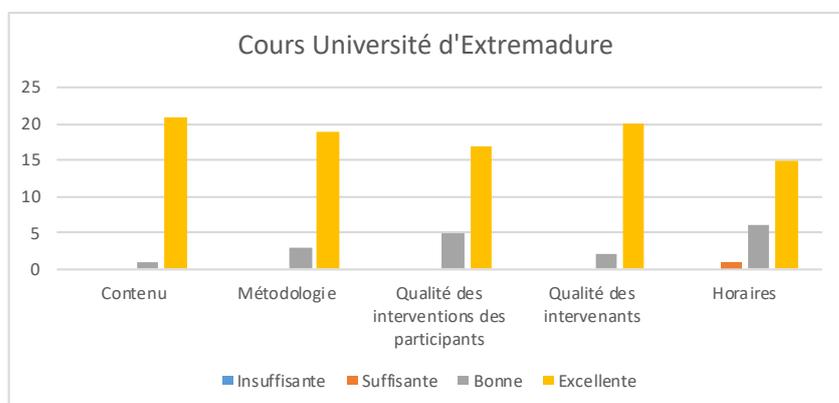
## COURS DE L'UNIVERSITÉ D'ESTREMADURE. DU 28 AU 31 OCTOBRE 2019

Formation intitulée : “ Droits de l’homme et accidents de la route à l’échelle Globale”.

Cette formation a compté avec un total de 28 participants des forces de l’ordre et de la sécurité d’Estrémadure (Espagne).

Lieu de réalisation de la formation : Mairie de Ferney Voltaire (France).

En raison de cette formation et de la convention signée avec l’Université d’Estrémadure, nous avons fourni aux fonctionnaires des forces de l’ordre et de la sécurité d’Estrémadure une nouvelle approche des politiques publiques qui prévoient que les citoyens sont des titulaires de droits et les administrations publiques des titulaires d’obligations envers les citoyens.



## FORMATION EN DROITS DE L'HOMME POUR DES FEMMES AFRICAINES REALISÉE EN COLLABORATION AVEC LE PROGRAMME DE PARTICIPATION DE L'UNESCO. DU 11 AU 15 NOVEMBRE 2019

Formation intitulée : « Women empowerment ». Formation en droits de l'homme à des femmes d'origine africaine en collaboration avec le Programme de Participation de l'UNESCO.

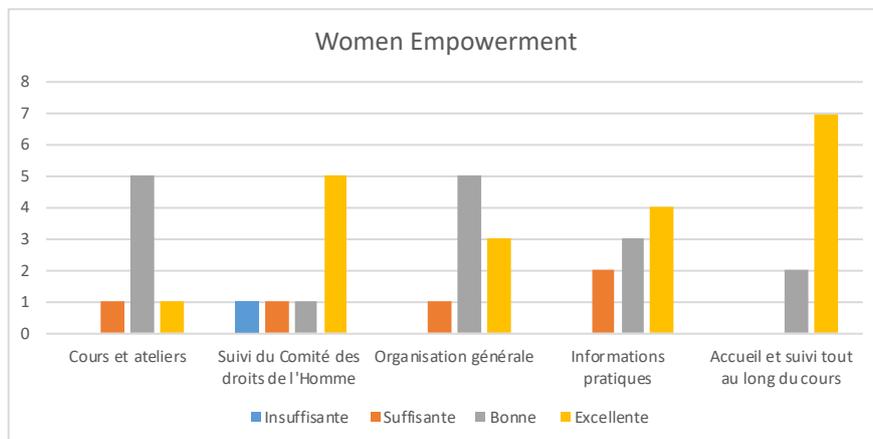
Cette formation a compté avec la participation d'un total de 10 femmes, provenant de différents pays d'Afrique, notamment : Burkina Faso, République démocratique du Congo, Congo, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire.

Lieu de réalisation de la formation : Centre d'accueil de la Genève Internationale (CAGI )

Cette formation a essayé de contribuer à la réalisation du défi prévu à l'Objectif de Développement Durable numéro 5, à savoir « Obtenir une égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ». Elle a fourni aux participantes une plus grande autonomie et les outils nécessaires pour soutenir leurs communautés d'origine. Étant donné que la formation a eu lieu à Genève, différentes réunions internationales ont été suivies (observations générales et résultat des Groupes de travail). Cette expérience leur a permis de se familiariser avec le fonctionnement du système des Nations Unies .

Il est à noter que les intervenants ont expliqués aux participantes, d'un point de vue institutionnel, les différentes procédures existantes pour pouvoir travailler avec les Nations Unies et ceci afin de pouvoir relier le travail des Nations Unies aux défis de leurs communautés d'origine. La réalisation de cette formation a été possible grâce au Programme de Participation de l'UNESCO. Cette formation avait deux parties. Une partie en ligne dans laquelle nous avons expliqué le fonctionnement du système de protection des droits de l'homme et une partie présentielle qui s'est déroulée à Genève.

Valorisation de cette formation par les participantes :



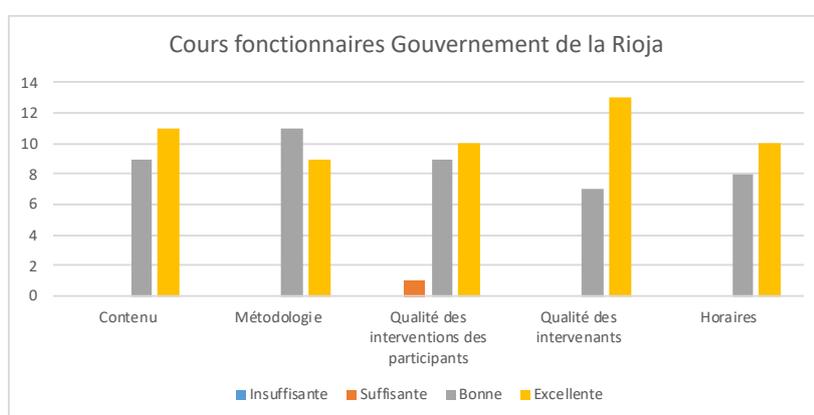
## COURS AUX FONCTIONNNAIRES DU GOUVERNEMENT DE LA RIOJA. DU 25 AU 27 NOVEMBRE 2019.

Formation intitulée : «Gouvernance et méthodes de travail pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de Développement Durable à la Rioja ».

Cette formation a compté avec la participation de 26 fonctionnaires du Gouvernement de la Rioja (Espagne).

Lieu de réalisation de la formation : Centre Jean-Jacques Gautier – APT (Genève) et Centre de Conférence de Varembe (Genève).

Valorisation de cette formation par les participants :



L'objectif de la formation était de faire connaître l'Agenda 2030 de Développement Durable et de répondre aux besoins théoriques et pratiques (stratégie, outils et méthodologies de travail) afin d'intégrer les ODD de l'Agenda 2030 dans les différents processus de planification, de suivi et d'exécution des politiques publiques d'Espagne.

La formation avait notamment trois objectifs spécifiques. L'ODD n ° 4 : Garantir une éducation inclusive, équitable et de qualité ainsi que promouvoir les opportunités d'apprentissage pour tous tout au long de la vie ; l'ODD 16 : Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives dans les politiques publiques, et l'ODD n ° 13 : Action pour le climat.

Les participants ont reçu une formation sur différentes questions liées aux droits de l'homme et au développement durable, réalisée par des experts. De plus, ils ont pu assister à plusieurs réunions du Forum l'Entreprises et Droits de l'Homme et découvrir d'autres mécanismes internationaux tel que le Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale





## La liberté d

*Depuis 2016, un rapport paraît tous les ans dans le monde. En 2018, cette liberté a été évaluée à l'échelle mondiale. OIDEI, deux ans après...*

Sylvie Horguelin

**E**n 2016, l'OIDEI a publié le premier *Indice de liberté d'enseignement (ILE)* pour dresser un état des lieux dans 136 pays couvrant 94 % de la population mondiale <sup>1</sup>, explique Ignasi Grau, chargé de mission pour cette ONG suisse (voir encadré). « Nous voulons mettre en évidence le rôle que l'École indépendante joue dans la construction des sociétés démocratiques, poursuit l'expert. Notre recherche a été bien accueillie et, deux ans plus tard, nous publions un nouveau rapport centré sur les relations de notre indice avec d'autres indicateurs relatifs à la gouvernance des sociétés au sens large. »<sup>2</sup>

Peu connu en France, ce document se révèle passionnant ! Il permet de vérifier certaines hypothèses de recherche, « telles que la corrélation entre l'ILE et les indicateurs de bonne gouvernance qui font la part belle à la participation de la société civile », complète Claire de Lavermette, représentante de l'OIDEI auprès des Nations unies où le rapport a déjà été présenté. Autant dire qu'il peut contribuer à fonder des politiques éducatives sur des données pertinentes, comme l'exige l'agenda mondial de l'Unesco Éducation 2030.

Mais sur quoi repose l'ILE ? Cet indice prend en compte quatre éléments : les textes constitutionnels et législatifs concernant la liberté de choix des

# PRESSE

En 2019, l'OIDEL est apparue dans plusieurs médias de différents pays pour expliquer ses activités. Trois nouvelles méritent d'être soulevées :

En début d'année, la Revue bimestrielle française ECA a publié un article de deux pages sur la défense de la liberté d'enseignement que l'OIDEL a défendue auprès des Nations Unies. [https://twitter.com/oidel\\_edu/status/1108740056527839232](https://twitter.com/oidel_edu/status/1108740056527839232)

Le 9 avril, le journal Magisterio, spécialiste de l'éducation en Espagne, a publié trois pages sur l'activité de l'OIDEL et notamment sur les résultats de l'Indice de la liberté d'Enseignement : [https://twitter.com/oidel\\_edu/status/1115647869229457411](https://twitter.com/oidel_edu/status/1115647869229457411)

Le 9 juillet, la revue Forbes a publié une interview réalisée auprès du directeur de l'OIDEL, M. Ignasi Grau, sur le débat sur la privatisation qui a eu lieu au sein des Nations Unies. <https://www.forbes.com/sites/mikemcshane/2019/07/09/is-the-united-nations-coming-after-private-schools/#3bc4f79e74ba>

I

**Ignasi Grau**  
 “La libertad de enseñanza indica la confianza del Estado en sus ciudadanos”  
 MAGISTERIO 9 de mayo de 2019

**Is The United Nations Coming After Private Schools?**  
 Mike McShane Contributor  
 Education

Accueil  
 Explorer  
 Notifications  
 Messages  
 Signets  
 Listes

# RECHERCHES

## ARTICLE DANS LA REVUE ESPAGNOLE D'ÉDUCATION COMPAREE

Au début de l'année, a été publié dans la Revue Espagnole de l'Éducation Comparée un article scientifique de l'OIDEL sur les écoles religieuses dans les sociétés démocratiques. Cet article a été réalisé par le directeur de l'OIDEL, M. Ignasi Grau.

<http://revistas.uned.es/index.php/REEC/article/view/21339>

## BIBLIOGRAPHIE SELECTIONNEE SUR LE DROIT A L'ÉDUCATION ET LES POLITIQUES ÉDUCATIVES.

ESTUDIOS E INVESTIGACIONES

4

UNED seec Sociedad Española de Educación Comparada

*What is the place of religious schools in pluralistic democratic societies? A liberal approach to the problematic of religious schools in Western societies. The Spanish case*

*¿Cuál es el lugar de los colegios religiosos en las sociedades democráticas y plurales? Un acercamiento liberal a la problemática de los colegios religiosos en las sociedades occidentales. El caso de España*

**Ignasi Grau Callizo\***

DOI: 10.5944/reec.32.2018.21339

Recibido: 19 de febrero de 2018  
Aceptado: 26 de noviembre de 2018

\*Ignasi Grau Callizo: He studied Law at the Universitat Pompeu Fabra and Economics at the Universitat

Au cours de cette année, l'OIDEL a publié la dernière version de la Bibliographie Sélectionnée sur le Droit à l'Éducation et les Politiques Éducatives. Cette publication fait partie du Corpus du droit à l'éducation et vise à aider les experts et les chercheurs du monde de l'éducation. Ce document a été réalisé grâce à l'ancien Directeur du Bureau de l'UNESCO à Genève, M. Zachariev. Cette publication est disponible gratuitement sur notre site Internet.

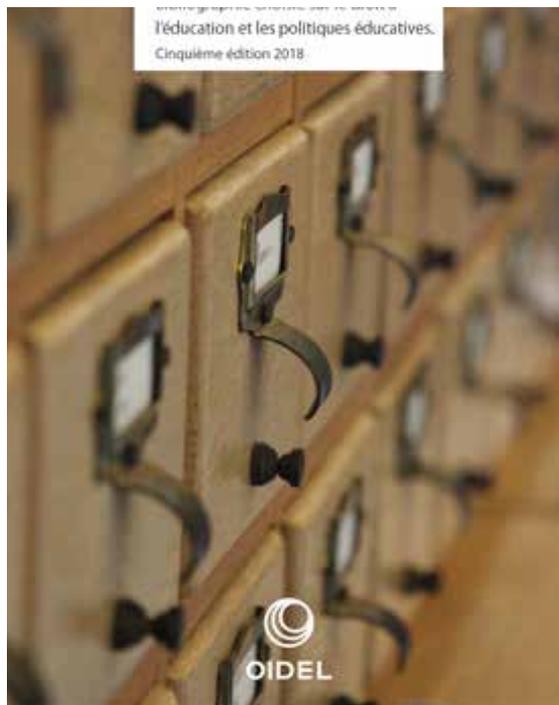
<http://urlz.fr/8pPI>

OIDEL

Édition droit à l'éducation et libertés éducatives. ONG avec statut consultatif

UN, UNESCO et le Conseil de l'Europe.

[Éditer le profil](#)



## L'ÉQUIPE OIDEL



*Ignasi Grau*  
Directeur exécutive,  
avocat et économiste.



*Claire de Lavernette*  
Représentant  
principal de l'ÓIDEL  
aux Nations Unies,  
juriste.



*Eva Pérez*  
Responsable de la  
communication,  
juriste.



*Isabel Marquez de  
Prado*  
Responsable  
des formations,  
historienne.



*Noemi Goust*  
Responsable  
administrative,  
avocat.

## COMITÉ EXÉCUTIF

**PRÉSIDENT:** *Diego Barroso*, ancien président de l'EPA, Association européenne des parents d'élèves.

**VICE-PRÉSIDENTS:** *Charles L. Glenn*, ancien doyen de la faculté d'éducation de l'Université de Boston. *Antonio López*, Directeur Général du group educative COAS en Espagne. *Ernesto Marín Coto*, ancien ministre de l'Education d'El Salvador.

**SECRÉTAIRE DU COMITÉ ET DE LA COMISSION PERMANENTE:** *Ángel Sánchez*, directeur général corporative d'IFE.

**MEMBRES:** *Joan Curcó*, directeur de Fomento. *Francis Delpérée*, Professeur émérite à l'Université de Louvain et membre de la Chambre des Députés, Belgique. *Claire de Lavernette*, Présidente du Groupe de travail des ONG sur l'éducation aux droits de l'homme. *Bertrand Doncieux*, Directeur exécutif de l'AEFLIB. *Joan Gallostra*, Président de IFE. *António Sarmiento*, président d'AEEP et de l'ISU, Vice-président de la CNEF. *Georges Haddad*, Président de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et ancien directeur de la recherche et la prospective à l'UNESCO. *Luisa Ribolzi*, Professeure émérite à l'Université de Gênes. Ancienne vice-présidente de l'Agence National d'évaluation des Universités et des instituts de recherche (Italie). *María de Lurdes Rodrigues*, Professeure, Ancienne Ministre de l'Education du Portugal. *Luca Volontè*: Président honoraire du groupe PPE à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe. Président de la Fondation Novae Terrae.





**OIDEL**

8, rue Le Corbusier CH- 1208 Genève  
Tel. +41 22 789 29 49 Fax. +41 22 789 29 22  
oidel@oidel.org www.oidel.org  
oidel\_edu oidel